

# DÉMANTÈLEMENT (TRÈS) SUPERFICIEL DES POINTS SAILLANTS DU DISCOURS ABRACADABRANT PRONONCÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMO(N)CRATIQUE DU CONGO LE 14 SEP- TEMBRE 2011 DANS SA FERME ULTRAMODERNE. ET AUX FLAT- TEURS D'ACCLAMER...

DISCOURS RONFLANT DE JK	EN QUOI C'EST RONFLANT
<p>En effet, au bout de cinquante ans d'indépendance, notre peuple a tout vu, tout entendu et tout connu.</p> <p>Il connaît son histoire et ses politiciens !</p> <p>Il sait qui est qui dans notre pays !</p> <p>Il sait qui a fait quoi et pour quel résultat !</p> <p>Il sait qui a une parole, qui n'a pas de parole, et qui n'a que la parole !</p> <p>Notre peuple ne pourra pas être, et ne sera pas, ... mystifié !</p>	<p>Apparemment, JK fait de la projection. En effet, le peuple congolais en a vu de vertes et de pas mures dans son bled et sait que JK n'a rien fait de concret en cinq ans. Et nous l'espérons, en novembre 2011, le peuple ne sera pas mystifié, car le bilan est globalement nul.</p>
<p>S'agissant particulièrement des routes, sans lesquelles aucun développement n'est possible, il sied de rappeler, à titre d'exemple, qu'au début de l'année 2001, la route Kinshasa – Matadi, principal axe d'approvisionnement de la capitale, voire de l'ensemble du pays, n'était qu'une succession de bourbiers. Il fallait souvent trois à quatre semaines aux camions transportant des vivres et autres produits importés de première nécessité, dont des produits périssables, pour couvrir le trajet allant du Port de Matadi à la Ville de Kinshasa.</p> <p>La situation était tout aussi désolante pour tous les autres principaux axes routiers du pays, la nature ayant même purement et simplement repris ses droits à certains endroits, comme dans le cas des routes Kisangani – Nyanya – Beni et Kinshasa – Kikwit, qu'il a toutes les deux fallu pratiquement ré-ouvrir.</p>	<p>Il y a cinq ans, Jojo nous avait promis la construction de nouvelles routes et pas seulement la réhabilitation des anciennes.</p>
<p>Il y a dix ans, tous ces paris paraissaient fous. Aujourd'hui, ces paris sont tous gagnés ou en voie de l'être, offrant aux congolaises et congolais une base solide pour l'édification d'un avenir meilleur.</p>	<p>Elle est bonne, celle-là... Aucun des paris n'est gagné, même pas à 5%.</p>
<p>Sur le plan politique et de la sécurité, privilégiant le dialogue et la réconciliation, allant jusqu'à accepter le partage du pouvoir pour ramener la paix et refaire l'unité du Congo, nous avons d'abord, au terme d'une transition consensuelle, réussi en 2006, à conduire le peuple congolais aux premières élections générales réellement libres, transparentes et démocratiques de l'histoire de notre pays, mettant ainsi fin à une longue crise de légitimité et déjouant les pronostics de tous ceux qui pariaient sur l'échec du processus électoral, ou qui, de surenchère en surenchère, tout préalable satisfait donnant naissance à un autre, travaillaient sournoisement pour un tel échec.</p>	<p>La réduction (et non la cessation) des troubles sécuritaires ainsi que les élections ne sont pas des initiatives de JK, mais une imposition de la Communauté Internationale. Inutile de s'en vanter.</p>
<p>Par ailleurs, la réforme du secteur de sécurité a été engagée, donnant progressivement naissance à une nouvelle armée organisée en régiments, une nouvelle police nationale sensibilisée au respect des droits humains, et une nouvelle justice assainie par des mesures de révocation et de mise à la retraite, couplées au recrutement de plus de 2000 nouveaux magistrats, dont une forte proportion de femmes.</p>	<p>L'affaire Armand Tungulu ou encore Chebeya est en effet une preuve flagrante de respect des droits humains, sans compter les exactions et viols commis en toute impunité en province par notre noble Armée et notre vaillante Police. Quant à la révocation et à la mise en retraite des magistrats, c'est un dossier émaillé d'irrégularités dès le départ (non-consultation préalable du Conseil Supérieur de la</p>

	Magistrature), sans parler des raisons parfois risibles avancées pour certains cas.
Sur le plan économique, à force de discipline et de rigueur dans la gestion, le cadre macro-économique a été stabilisé et la croissance est non seulement de retour, mais en constante progression.	Les rapports du FMI en fait de croissance (qui peuvent basculer du jour au lendemain) ne sont pas un indicateur fiable de développement d'un État. Il y a surtout le SMIG, le PIB, le PNB et d'autres facteurs nettement plus probants.
Après avoir atteint le point de décision de l'initiative PPTTE en juin 2003, la République Démocratique du Congo a en effet été admise au point d'achèvement en juillet 2010, au terme de sept ans d'importantes réformes institutionnelles et structurelles et de sacrifices louables de notre peuple.	Depuis juin 2010, la RDC ne paie plus rien aux instances monétaires internationales. Cet argent qui nous revient de droit, qu'en a-t-on fait pour améliorer le social du Congolais. Car, il faut le savoir, les sommes atteignaient 58 millions de dollars par mois. Plus de 850 millions de dollars en 15 mois (septembre 2011) volatilisés où ????
Preuve, à la fois, de crédibilité internationale retrouvée et de sérieux dans la mobilisation des recettes publiques, le budget de l'Etat est passé de 721 millions 814 mille francs congolais en 2006 à 6.746 milliards 324 millions de francs congolais en 2011. Mieux : plus de 4 milliards de dollars du budget 2011 proviennent des ressources internes du pays, soit quatre fois plus qu'en 2006.	Et comment expliquer que le social du Congolais moyen se dégrade de jour en jour ?
Depuis plus ou moins cinq ans, les salaires des fonctionnaires sont en constante augmentation. En effet, le salaire du huissier, qui était de 865 francs congolais en 2005, est aujourd'hui de 35.000 francs congolais. Celui des médecins est passé de 150 dollars en 2006 à 200 dollars en 2007, puis à 500 dollars en 2008, pour atteindre 700 dollars en 2009.	À l'époque Mobutu, les fonctionnaires se démenaient avec le peu dont ils disposaient, ainsi que les médecins. Le pouvoir d'achat a insolemment augmenté et malgré la hausse des salaires, leur situation sociale est pire qu'auparavant. En résumé, rien n'a été fait de positif de ce côté-là, car le sort de la population est pire qu'auparavant.
Les magistrats ont eux aussi vu leur salaire augmenter. De 704 dollar en 2008, il est monté à 1.414 dollars en 2007, puis à 1450 dollars en 2008, avant d'atteindre 1600 dollars en 2009.	1600 balles en 2009 ??? Quel grossier mensonge ! Suite à cela, les magistrats ont entamé une grève à dater de ce vendredi 16 septembre 2011.
Quant aux professeurs d'université, de 8 dollars en 1997, leur salaire est passé à 200\$ en 1998, 300\$ en 2006, puis 500\$ en 2009, 1500\$ en 2010 et 2200\$ en 2011.	À vérifier...
Cependant, sauf à vouloir condamner notre pays à dépendre de l'aide alimentaire aéroportée, peut-on raisonnablement prétendre stimuler la production agricole, assurer la sécurité alimentaire et approvisionner les villes en vivres, sans des routes en bon état ?	Les routes ont été soi-disant réhabilitées, mais les vivres tardent à arriver dans les principaux centres urbains du pays ? Pourquoi ? Ont-elles été réellement réhabilitées ?
Tenez : en deux ans, soit de 2009 à 2011, 3000 tracteurs avec accessoires, capables d'emblaver plus de 250.000 hectares de cultures, ont été achetés et distribués à travers toutes les provinces.	Pauvre paysan sans expérience qui doit se casser en quatre pour payer le carburant et entretenir son tracteur qui, au final, ne lui sert plus à rien et qui, au

	contraire, complique davantage son quotidien déjà morose.
Concernant le secteur de l'enseignement primaire et secondaire, la mise en application progressive, depuis septembre 2010, du principe de la gratuité de l'enseignement primaire a constitué un tournant décisif en matière d'éducation nationale.	Une illusion jamais mise en pratique. Un mensonge de plus.
Au sujet du personnel enseignant, pièce maîtresse du système éducatif national, plus de 120.000 enseignants supplémentaires ont été mécanisés depuis 2007 faisant ainsi passer l'effectif des enseignants de 185.000 en 1985 à 220.000 en 2007, puis à 350.000 en 2011. Soit un triplement des effectifs depuis lors.	Ces chiffres ont l'air d'être trop beaux pour être vrais. Vérification nécessaire.
En matière de santé, la lutte contre le VIH-SIDA, la poliomyélite et le paludisme a été intensifiée, donnant des résultats appréciables.	On aimerait connaître ces résultats appréciables...
Plus emblématique de notre détermination à améliorer la qualité des services de santé est cependant la construction de l'Hôpital du Cinquantenaire dont l'inauguration devrait avoir lieu incessamment.  Il s'agit d'un ouvrage unique en son genre dans toute la sous-région de l'Afrique centrale, offrant 450 lits et doté d'un hélicoptère pour les évacuations d'urgence, ainsi que des technologies les plus modernes pour le diagnostic et le traitement des maladies, dont un centre du cancer, un centre de dialyse, un centre de réadaptation cardiaque, et une résonance magnétique.	On espère bien que le Congolais lambda aux revenus plus que modestes pourra accéder à ces soins et pas seulement la haute classe. Sinon, cette œuvre ne relève pas du social, mais sert les intérêts personnels des dirigeants.
Dans le domaine de l'électricité, le taux global de desserte est passé de 6 à 9%. 49 projets sont, à ce jour, terminés ou en cours d'exécution dans le but tant d'améliorer la qualité des services offerts à la population que d'augmenter le nombre d'abonnés desservis et, partant, celui des territoires pourvus en énergie électrique. C'est le cas notamment de la construction de la centrale de Kakobola d'une puissance de 9,3 MW, de la centrale de Katende d'une puissance de 64 MW et de la centrale de Zongo II avec 140 MW. Est également à épingler au nombre des réalisations, l'électrification de Kindu dans le Maniema, de Sake, Kiroche, Shasha, Minova et Bweremana au Nord-Kivu ; de Mudaka, Mumoshho, Chibimbi et Nyangezi au Sud-Kivu ; d'Aru et Ariwara en Province Orientale ; de Lukula et Tshela au Bas-Congo ; de Gungu dans le Bandundu par groupe électrogène, sans oublier les travaux de pré-électrification de Beni et Oicha dans la province du Nord-Kivu.	Que des projets non réalisés. On ne présente pas des projets comme bilan de réalisation.
En effet, aussi aigu que soient les problèmes de transport, dans une mégapole comme Kinshasa, au nom de quelle rationalité, l'achat des bus serait-il prioritaire à la réfection de la voirie, dont le délabrement, voire l'inexistence, ne permet pas une utilisation efficiente des bus ?	Quel rapport entre l'élargissement du Boulevard du 30 Juin et celui du Boulevard Lumumba et l'utilisation efficiente des bus ? Pourquoi ne pas asphalter des tronçons impraticables, ce qui est nettement plus utile dans le désengorgement d'une mégapole ? Franchement, on se demande qui est chargé des priorités dans le programme nébuleux du Gouvernement.